

Brochure n° 3081

Conventions collectives nationales

**INDUSTRIES DE CARRIÈRES
ET DE MATÉRIAUX**

IDCC : 87. – **Ouvriers**

IDCC : 135. – **Employés, techniciens et agents de maîtrise**

IDCC : 211. – **Cadres**

**AVENANT N° 35 DU 28 NOVEMBRE 2006
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{er} JANVIER 2007**

NOR : *ASET0750133M*

IDCC : *135*

Entre :

L'union nationale des industries de carrières et matériaux de construction (UNICEM), agissant tant pour son compte qu'au nom et pour le compte de la fédération de l'industrie du béton, du syndicat des fabricants d'isolants en laines minérales manufacturées, de l'association syndicale professionnelle minéraux industriels France pour ce qui concerne exclusivement les producteurs de silice pour l'industrie,

D'une part, et

La fédération nationale des salariés de la construction et du bois CFDT,

D'autre part,

dans le cadre de la convention collective nationale relative aux conditions de travail des ETAM des industries de carrières et matériaux de construction du 12 juillet 1955, et en application de l'annexe nationale de salaire du 25 juin 1957 et de l'accord national portant sur les salaires minimaux des ETAM du 23 janvier 1992, il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Salaires minimaux garantis

Les salaires minimaux mensuels garantis des ETAM correspondant à un horaire de 35 heures par semaine (151,67 heures par mois) ou de 35 heures en moyenne sur l'année ne peuvent être inférieurs aux montants ci-après.

(En euros.)

NIVEAU	COEFFICIENT	SALAIRE MINIMAL MENSUEL
I	130	1 258
	140	1 265
	150	1 270
II	160	1 275
	170	1 285
	185	1 300
	200	1 370
III	220	1 460
	240	1 560
	260	1 663
	280	1 754
IV	300	1 856
	320	1 969
	340	2 091

Article 2

Les salaires minimaux garantis déterminés à l'article 1^{er} comprennent l'indemnité différentielle de réduction du temps de travail éventuellement versée par l'entreprise.

Ils englobent en outre les avantages en nature, les primes et autres avantages à caractère permanent, à l'exclusion des indemnités pour remboursement de frais, des primes d'ancienneté et d'assiduité, des libéralités à caractère aléatoire, et des véritables primes de productivité, telles qu'elles sont définies par les décrets des 20 mai et 17 septembre 1955, ou qui répondent à la définition de ces primes donnée par ces textes.

Article 3

Il est rappelé que la seule obligation des entreprises au regard de l'article 1^{er} du présent accord est de relever, s'il y a lieu, les salaires qui seraient devenus inférieurs aux salaires minimaux mensuels garantis fixés à l'article 1^{er}.

Article 4

Le présent accord entre en vigueur au 1^{er} janvier 2007.

Article 5

Le champ d'application du présent avenant est identique à celui de la convention collective du 12 juillet 1955.

Article 6

Le présent accord sera déposé dans les conditions prévues à l'article L. 132-10 du code du travail en vue de son extension. Un exemplaire sera également déposé auprès du conseil des prud'hommes.

Article 7

Toute organisation syndicale représentative non signataire du présent accord pourra y adhérer par simple déclaration auprès de l'organisme compétent. Elle devra également aviser, par lettre recommandée, toutes les organisations signataires.

Fait à Paris, le 28 novembre 2006.

(Suivent les signatures.)